

protection constante. Ensuite, il y eut des élections; on recommença à parler de protection et nous sommes revenus ici pour une autre session. Quelle a été leur attitude à l'égard du tarif? Ont-ils présenté un amendement au budget selon leur politique de protection? Pas du tout. Ils ont présenté un projet de résolution regrettant que certaines modifications eussent été apportées au tarif relativement à certaines industries, avant d'en avoir saisi la commission du tarif. Aujourd'hui, après d'autres élections générales, au cours desquelles on a beaucoup parlé de protection, mon honorable ami vient nous entretenir du sujet en général, mais en évitant soigneusement de déclarer ce que son parti désire. J'espère que, lors de la discussion sur le budget, ses amis et lui auront le courage d'exposer exactement ce qu'ils veulent en matière de tarif, pour nous permettre de voir quelle figure nos amis des Provinces maritimes, qui constituent une grande partie des leurs, feront au sujet de la protection et du tarif à côté de leurs collègues de Toronto et d'ailleurs.

L'honorable leader de l'opposition a ensuite parlé de la dette. Il regrette qu'elle n'ait pas l'air d'avoir été réduite aussi rapidement que possible.

Je crois que mon honorable ami oublie le chiffre de la partie de cette dette contractée par ces messieurs de la gauche. Je ne désire pas discuter de nouveau les questions débattues lors des sessions précédentes, mais je crois que je puis bien rappeler à mon honorable ami qui parle des méthodes financières suivies pendant cinq ans par le Gouvernement actuel, quelles étaient les méthodes financières suivies par mes honorables amis de la gauche pendant les quatre ou cinq années qu'ils ont été au pouvoir durant la guerre. Pendant cette période, ils ont ajouté quelque chose comme \$1,760 000 000 à la dette publique du pays, laquelle somme représentait le capital dépensé pendant la guerre, et pas un seul dollar de ce montant n'a été obtenu au moyen d'impôts. Chaque sou de ce montant a été emprunté et le soin de rembourser chacun de ces dollars a été laissé aux gouvernements suivants. Voilà pourquoi le Gouvernement trouve difficile aujourd'hui de réduire la dette publique autant qu'il le voudrait. Nous sommes obligés de continuer à payer les emprunts qui ont été contractés à cette époque, dont la plupart ont été faits de telle manière qu'ils empêchent le Gouvernement de retirer aucun revenu des obligations émises par le gouvernement de ce temps-là.

Quant à l'immigration, si mon honorable ami est sincère lorsqu'il déclare qu'il voudrait lui voir prendre une grande allure, j'espère qu'il cessera de déclarer qu'il y a du chômage

au Canada et que les gens émigrent aux Etats-Unis. Que l'on me permette de lui demander, au cas où ses remarques seraient câblées en Angleterre, quel effet elles auraient sur l'esprit d'un immigrant sur le point de s'embarquer pour le Canada ou les Etats-Unis. Cet immigrant verrait que l'honorable chef du parti conservateur au Canada déclare que quelques-uns des consulats américains au Canada sont remplis de gens qui désirent se rendre aux Etats-Unis et qu'il n'y a aucun travail au Canada pour ceux qui désirent y venir. Quel résultat cela aurait-il? L'homme qui se demande s'il doit aller au Canada ou aux Etats-Unis,—il a décidé d'aller quelque part en Amérique du Nord,—et qui lit les déclarations de mon honorable ami de la gauche, se dirigera vers les Etats-Unis. Ce pays a souffert continuellement et bien trop à cause des déclarations pessimistes des honorables messieurs de la gauche. Il est maintenant temps que ce genre de propagande de parti cesse. On me permettra de dire à ces messieurs de la gauche que la réponse à leurs déclarations pessimistes est contenue dans les états financiers des maisons de commerce, des banques et autres compagnies financières importantes de ce pays, qui sont publiés chaque semaine, et qu'il y a plusieurs années que le pays n'a joui d'une aussi grande prospérité qu'à l'heure actuelle, prospérité qui va sans cesse en augmentant.

Mon honorable ami m'a interrogé au sujet du rapport de la Commission sur l'état de choses qui existe dans les Provinces maritimes. Selon lui, bien que la nomination de cette Commission ait été un pas de fait dans la bonne voie, le mérite en revient aux députés conservateurs des Provinces maritimes qui ont constamment réclamé lors de la dernière session. Je ferai remarquer à mon honorable ami qu'avant l'ouverture des Chambres, lors de la dernière session, le Gouvernement avait préparé son discours du trône, et que ce document contient le paragraphe suivant:

Afin d'appliquer les remèdes qui lui paraîtront pratiques et convenables, le Gouvernement se propose de nommer une Commission Royale pour s'enquérir pleinement de la question de savoir si les droits des Provinces maritimes, quant à l'opération du chemin de fer Intercolonial, n'ont pas été respectés et si, en ce qui concerne le transport, l'immigration et la situation économique, ces provinces ont souffert des dommages en tant que parties de la Confédération.

Le discours du trône qui contient cette déclaration a été lu le 8 janvier dernier, avant que cette Chambre se fût mise au travail. Puis-je ajouter que non seulement les honorables messieurs de la gauche n'ont aucun mérite au sujet de la nomination de cette Commission, mais que les honorables députés des Provinces maritimes qui siègent derrière mon honorable ami étaient au nombre de ceux qui